

Activités de recherche

<p>1. <u>Ouvrages et fascicules</u></p> <p>2. <u>Articles de synthèse</u></p>	<p>1.1 en collaboration :</p> <ul style="list-style-type: none">- <i>“Pouvoirs locaux et installations nucléaires”</i> in Olivier Guézou, Stéphane Manson (dir.), « <u>Droit public et nucléaire</u> », Bruylant, 2013.- <i>Collaborations en droit électoral</i> in <u>“Pratique des élections et de la vie politique locale”</u> in Philippe Bluteau (dir.), Weka, 2013, réédition annuelle. <p>1.2 autres:</p> <ul style="list-style-type: none">- <i>“Élu et Directeur général des services municipaux, les 100 premiers jours”</i>, Weka, 2014.- <i>Prévention de la délinquance (Dispositifs/Acteurs)</i>, Dalloz, 2020 (fascicule en cours de publication). <p style="text-align: center;">◆◆◆</p> <p>2.1 en collaboration :</p> <ul style="list-style-type: none">- <i>“Le nouveau régime d’agrément préfectoral des agents de sécurité”</i>, JCP A, 2006, n°1032 (en coll. avec Ph. Grimaud). <p>2.2 autres :</p> <ul style="list-style-type: none">- <i>“Le maire, les archives et les registres municipaux”</i>, AJCT, 2014, p. 316.- <i>“La délégation de service public et les assemblées délibérantes”</i>, AJCT, 2014, p. 548.- <i>“Laïcité : la crèche de Noël dans l’enceinte des bâtiments des collectivités territoriales, emblème interdit d’une religion ou oeuvre culturelle bienvenue ?”</i>, AJCT, 2015, p. 651. <p><u>contentieux administratif</u></p> <ul style="list-style-type: none">- <i>“Référés d’urgence et collectivités territoriales : quinze ans de légalité en temps réel”</i>, AJCT, 2017, p. 64.- <i>“Transaction : la question des concessions réciproques - Au lendemain de la loi « J21 » et de ses textes d’application”</i>, AJCT, 2017, p. 432.- <i>“Le point sur... le référé mesures utiles en 2019”</i>, AJCT, 2020, p. 36. <p><u>démocratie locale</u></p> <ul style="list-style-type: none">- <i>“Les tribunes de l’opposition à l’épreuve de la campagne électorale”</i>, AJCT, 2013, p. 280.- <i>“De l’information à la co-construction : la démocratie participative dans tous ses états”</i>, AJCT, 2018, p. 240.
--	--

M. Yazi-Roman
MàJ : **Septembre 2020**

	<p><u>droit électoral</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - “Redécoupage cantonal : contentieux par monts et par vaux, avant de battre la campagne”, AJCT, 2014, p. 494. - “Panorama du contentieux des élections municipales (2014) - 1ère partie”, AJCT, 2015, p. 81.” - “Panorama du contentieux des élections municipales (2014) - 2e partie”, AJCT, 2015, p. 450. - “Panorama du contentieux des élections municipales (2014) - 3e partie”, AJCT, 2016, p. 88. - “Elections départementales : variations autour de l'obligation de dépôt du compte de campagne d'un binôme”, AJCT, 2017, p. 40. - “Sénatoriales : cap sur le prochain renouvellement triennal du «grand conseil des communes de France» - L'élection des délégués des conseils municipaux”, AJCT, 2017, p. 207. - “Les élections municipales au risque de l'épidémie de covid-19”, AJCT, 2020, p. 356. <p><u>police/prévention de la délinquance</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - “Prévention de la délinquance - Dispositifs/Acteurs”, Dalloz, 2020 (fascicule en cours de publication). <p style="text-align: center;">◆◆◆</p> <p>3. Commentaires, modèles et notes de jurisprudence</p> <p>3.1 en collaboration :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Note sur CAA Versailles, 19 juin 2008, N°07VE00440 (<i>définitif</i>) in : Chronique de jurisprudence de la CAA Versailles du VIP, JCP A, 2008, n°2239. - Note sur Cass., Crim., 10 février 2009, N°08-84339, publié au Bull. : “De bien plus de force que nécessaire”, AJDA, 2009, p. 1844 (en coll. avec Ph. Grimaud). - Note sur CAA Versailles, 9 février 2010, N°07VE01197 (<i>définitif</i>) in : Chronique de jurisprudence de la CAA Versailles du VIP, JCP A, 2010, n°2160. - Observations sur Cons. const., 13 janvier 2012, N°2011-210 QPC : «Regards croisés sur la décision du Conseil constitutionnel relative à la révocation des maires », AJCT, 2012, p. 255 (en coll. avec S. Dyens). - Note sur CAA Versailles, 27 novembre 2014, N°12VE02531 (<i>définitif</i>) in Chronique de jurisprudence du TA et de la CAA Versailles du VIP, LPA, 2015, n°135, p. 7. - Note sur CAA Versailles, 26 novembre 2015, N°14VE02571, 14VE02671, 14VE02684, 14VE02687, 14VE02688 et 14VE02696 (<i>définitif</i>) : “Le contrôle, par le juge administratif, des conditions de légalité d'une autorisation d'exploitation commerciale” in Chronique de jurisprudence du TA et de la CAA Versailles du VIP, LPA, 2016, n°223, p. 6. - Observations sur CE, Ass., 9 novembre 2016, N°s 395223 et 395122 (deux décisions) : «Installation d'une crèche de Noël sur un emplacement public : regards croisés », AJCT, 2017, p. 90 (en coll. avec F. De La Morena).
--	---

3.2 autres:

collectivités territoriales

- Commentaire CE, 5 février 2014 et 12 février 2014, N°355055 et 358956, Lebon, Tables : «*Exequatur des actes locaux : les mentions de certification portées sur les actes administratifs par le maire valent jusqu'à preuve du contraire*», AJCT, 2014, p. 382.
- Commentaire Cons. Const., 20 juin 2014, N°2014-405QPC : «*Intercommunalité : censure du principe des accords locaux sur la répartition des sièges*», AJCT, 2014, p. 554.
- Commentaire CE, 3 décembre 2014, N°383865, publié au Lebon : «*Création d'un EPCI et compétences transférées : les communes conservent la propriété des créances antérieures*», AJCT, 2015, p. 280.
- Commentaire Décret n°2016-146 du 11 février 2016 *relatif aux modalités de publication et de transmission, par voie écrite et par voie électronique, des actes des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale*, AJCT, 2016, p. 382.
- Commentaire CE, 22 juillet 2016, N°389056, Lebon, Tables : «*La loi DCRA n'est pas applicable aux délibérations des conseils élus*», AJCT, 2017, p. 54.

contentieux administratif

- Commentaire CE, 25 juillet 2007, N°287560 : «*L'inefficacité contentieuse de la notification de l'arrêté de péril au locataire d'un immeuble menaçant ruine* », JCP A, 2007, n°2270.
- Commentaire TA Versailles, ord. réf., 23 octobre 2007, Commune de Clamart, N°708739 : «*Cartes d'identité et passeports : un exemple de condamnation de l'État en référé* », JCP A, 2007, act.n°1081.
- Commentaire CAA Versailles, 10 juillet 2008, Ministère de l'Intérieur, N°07VE02935 : «*Transfert du traitement des cartes d'identité et passeports : la CAA de Versailles confirme* », JCP A, 2008, act.n°969.
- Commentaire Cass. Crim., 16 juin 2015, N°14-83990, publié au Bull. : «*Actions en justice du maire : la délégation du conseil municipal à l'épreuve du juge judiciaire*», AJCT, 2015, p. 598.
- Commentaire TA Grenoble, ord. réf., 28 septembre 2016, N°s 1605414 et 1605485 (définitifs) : «*Migrants : illégalités multiples d'une procédure de référendum local*», AJCT, 2017, p. 102.
- Commentaire CE, 9 décembre 2016, N°391840, Lebon, Tables : «*Transaction et droit de préemption : l'éternel retour de l'impossible indemnisation du *lucrum cessans**», AJCT, 2017, p. 291.
- Commentaire CE, 18 janvier 2017, N°383374, publié au Lebon : «*Résorption de l'habitat insalubre : les voisins ne peuvent contester l'arrêté portant déclaration d'insalubrité irrémédiable d'un immeuble*», AJCT, 2017, p. 341.

démocratie locale

- Commentaire CE, 20 octobre 2010, Commune de Dunkerque, N°306643, publié au Lebon : «*Fusion de communes : la compétence du préfet n'était pas seulement liée au taux de participation des habitants au référendum local* », AJCT, 2011, p. 81.

- Commentaire Cass. Civ. 1ère, 6 octobre 2011, N°10-18142, publié au Bull. : *“Critique politique locale : les abus de la liberté d'expression ne peuvent être réprimés que sur la base de la loi du 29 juillet 1881”*, AJCT, 2012, p. 98.
- Commentaire CAA Nantes, 14 novembre 2014, N°13NT00014 (confirmé par CE, 20 mai 2016, N°387144, Lebon, Tables) : *«Tribunes de l'opposition : la question des pouvoirs du directeur de publication du bulletin d'information local relancée»*, AJCT, 2015, p. 346.
- Commentaire CE, 20 mai 2016, N°387144, Lebon, Tables : *«Tribunes de l'opposition : les abus de la liberté d'expression n'engagent pas seulement la responsabilité de leurs auteurs»*, AJCT, 2016, p. 518.
- Commentaire TA Grenoble, ord. réf., 28 septembre 2016, N°s 1605414 et 1605485 (définitifs) : *«Migrants : illégalités multiples d'une procédure de référendum local»*, AJCT, 2017, p. 102.

élus

- Commentaire CE, 20 octobre 2010, N°317427, Lebon, Tables : *« Élu - Avantages de fonctions : un bien mal acquis ne profite jamais »*, AJCT, 2011, p. 89.
- Commentaire TA Lyon, 13 septembre 2011, N°1000787 (confirmé par CAA Lyon, 6 novembre 2012, N°11LY02704) : *« Retrait des délégations de fonctions : vers la fin de la priorité des adjoints sur les conseillers municipaux? »*, AJCT, 2012, p. 45.
- Commentaire CE, 26 octobre 2012, N°351801, Lebon, Tables : *«Les conseillers exerçant une profession localement courante peuvent participer à l'adoption d'une délibération favorable à un projet intéressant leur secteur d'activité»*, AJCT, 2013, p. 139.
- Commentaire CE, 20 novembre 2013, N°353890, Lebon, Tables : *«Commissions municipales : modification légalement possible de la répartition des élus en cours de mandat»*, AJCT, 2014, p. 164.
- Commentaire CE, 7 novembre 2013, N°353342, Lebon, Tables : *«La parité et la loi, entre instabilité et clair-obscur»*, AJCT, 2014, p. 208.
- Commentaire CAA Douai, 8 septembre 2014, N°13DA00765 (définitif) : *«Conseiller municipal et PLU: la propriété foncière ne constitue pas un intérêt contraire à l'intérêt général»*, AJCT, 2015, p. 37.
- Commentaire CE, 17 décembre 2014, N°383316, Lebon, Tables : *«Incompatibilité électorale - Absence d'option entre mandat et emploi communautaires»*, AJCT, 2015, p. 279.
- Commentaire CE, 30 décembre 2015, N°s 391798 et 391800, Lebon, Tables : *«Les obstacles manifestes à la protection fonctionnelle de l' élu pénalement mis en cause - Poursuite d'intérêts privés et autres graves manquements au statut de l' élu local»*, AJCT, 2016, p. 163.

sections de communes

- Commentaire, CE, 30 mars 2011, N°320503 : *« Transfert en faveur d'une commune du patrimoine d'une section de commune : le cas du droit d'affouage »*, AJCT, 2011, p. 305.
- Commentaire CE, 30 mai 2012, N°340513, publié au Lebon : *«Responsabilité de la section de commune pour les décisions prises pour son compte par le conseil municipal ou par le maire»*, AJCT, 2012, p. 504.

- Commentaire CAA Bordeaux, 4 octobre 2012, N°11BX02576 : «*Le simple dysfonctionnement d'une section de commune n'est pas suffisant pour permettre le transfert de ses biens à la commune*», AJCT, 2013, p. 154.
- Commentaire CE, 22 juillet 2015, N°369835, Lebon, Tables : «*Sections de communes : exploitation des terres à vocation agricole ou pastorale et commission syndicale*», AJCT, 2016, p. 47.

droit électoral

- Commentaire CE, 23 janvier 2013, N°361809, Lebon, Tables : «*Sections de commune : rappel du caractère indicatif de la liste électorale spéciale à l'élection de la commission syndicale*», AJCT, 2013, p. 251.
- Commentaire CE, 5 juin 2013, N°s 363936 (Lebon, Tables) et 356862 (publié au Lebon) : «*Contentieux électoral : les nécessaires conséquences de la loi du 14 avril 2011 sur l'office du juge administratif*», AJCT, 2013, p. 385.
- Commentaire CE, 5 février 2014, N°s 367086 et 367088, publié au Lebon : «*Dépenses électorales : approfondissement du contrôle de la CNCCFP sur les prestations fournies aux candidats par leurs formations politiques*», AJCT, 2014, p. 385.
- Commentaire CE, 12 mai 2014, N°374730, Lebon, Tables : «*Est déclaré inéligible le candidat tête de liste pour le règlement direct de 50 % des dépenses électorales par ses colistiers*», AJCT, 2014, p. 501.
- Commentaire CE, 30 novembre 2016, N°398717, Lebon, Tables : «*Dépenses électorales : précisions sur la date limite de paiement par chèque*», AJCT, 2017, p. 221.

fonction publique

- Commentaire TA Versailles, 20 mai 2005 : «*La titularisation d'un agrégé ne peut pas être refusée au terme d'un stage effectué en collège*», AJFP, 2005, p. 298.
- Commentaire TA Versailles, 24 février 2006 : «*L'extension aux agents publics des droits financiers du salariat*», AJFP, 2006, p. 143.
- Commentaire Trib. Confl., 19 mai 2014, N°3939 : «*Harcèlement moral : cumul des responsabilités communale et personnelle du maire devant les juridictions administrative et judiciaire*», AJCT, 2014, p. 508.
- Commentaire Cass. Crim., 2 septembre 2014, N°13-84663, publié au Bull. : «*Protection fonctionnelle : partie civile possible pour la collectivité ayant pris en charge les frais de justice de l'agent victime d'attaques*», AJCT, 2014, p. 624.

police/prévention de la délinquance

- Exemples de délibération et d'arrêté du maire en matière de prévention de la délinquance (FIPD/Couvre-feu des mineurs de 13 ans), AJCT, 2013, p. 458.

<p>4. <u>Activités éditoriales passées</u></p> <p>5. <u>Participation aux colloques, séminaires, échanges internationaux</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Commentaire CE, 6 novembre 2013, N°349245, publié au Lebon : «<i>Un arrêté de péril imminent ne peut pas prescrire une démolition</i>», AJCT, 2014, p. 209. - Commentaire Loi n°2016-339 du 22 mars 2016 : «<i>Une nouvelle compétence pour les policiers municipaux : la sécurité dans les transports en commun</i>», AJCT, 2016, p. 263. - Commentaire TA Paris, 24 mai 2016, N°1425988 (<i>confirmé par CE, 9 novembre 2018, N°411626, Lebon, Tables</i>) : «<i>Police : une association de quartier obtient la condamnation pour faute d'un maire</i>», AJCT, 2016, p. 520. <p style="text-align: center;">◆◆◆</p> <ul style="list-style-type: none"> - Participation au comité éditorial de l'AJCT (Dalloz). - Co-coordination d'un dossier spécial de l'AJCT consacré à la prévention de la délinquance, 2013. <p style="text-align: center;">◆◆◆</p> <ul style="list-style-type: none"> - «<i>Political Parties and Constitution of the Fifth Republic</i>», présentation du cadre constitutionnel et législatif régissant les partis politiques français au séminaire «<i>Electoral Democracy and Political Parties: European-Thai Perspectives</i>», Thammasat University/German-Southeast Asian Center of Excellence for Public Policy and Good Governance (CPG), Bangkok (Thaïlande), 14 déc. 2016. - Présentation relative aux enjeux constitutionnels relatifs à la décentralisation et aux finances locales à une délégation d'universitaires sud-coréens, Paris, 9 juill. 2019.
--	--